

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2451

[C — 2004/29237]

28 AVRIL 2004. — Décret relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** Définitions

Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1. « O.N.E. » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance au sens du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;
2. « La Commission » : la commission d'avis sur les écoles de devoirs visé à l'article 27 du présent décret;
3. « L'Observatoire » : l'organe institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse;
4. « Coordination régionale » : une coordination régionale d'écoles de devoirs reconnue en vertu de l'article 8 du présent décret;
5. « Fédération communautaire » : la fédération communautaire des écoles de devoirs reconnue en vertu de l'article 10 du présent décret;
6. « Le Service Jeunesse » : le service du Gouvernement en charge de la jeunesse au sein de la Direction Générale de la Culture;
7. « Le ministre de l'Enfance » : le ministre qui a la politique de l'enfance et de l'accueil des enfants dans ses attributions;
8. « Le ministre de la Jeunesse » : le ministre qui a la politique de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. Les écoles de devoirs, leurs Coordinations régionales et leur Fédération communautaire ont notamment pour missions de favoriser :

1. le développement intellectuel de l'enfant, notamment par le soutien à sa scolarité, par l'aide aux devoirs et par la remédiation scolaire;
2. le développement et l'émancipation sociale de l'enfant, notamment par un suivi actif et personnalisé, dans le respect des différences, dans un esprit de solidarité et dans une approche interculturelle;
3. la créativité de l'enfant, son accès et son initiation aux cultures dans leurs différentes dimensions, par des activités ludiques, d'animation, d'expression, de création et de communication;
4. l'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

§ 2. L'année d'activités des écoles de devoirs prise en compte dans le cadre du présent décret débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août.

Art. 3. Aucun organisateur d'activités pour enfants ne peut porter le titre d'école de devoirs reconnue par la Communauté française ou faire référence d'une quelconque manière à la Communauté française si il n'a été reconnu préalablement dans le cadre du présent décret.

Toute école de devoirs reconnue en vertu du présent décret est tenue de faire mention de cette reconnaissance dans ses documents officiels.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance*Section 1^{re}. — *Dispositions générales relatives à la reconnaissance*

Art. 4. Pour être reconnue l'école de devoirs doit introduire une demande de reconnaissance auprès de l'O.N.E. Pour être reconnue, la Coordination régionale et la Fédération communautaire doivent introduire une demande de reconnaissance auprès du Service Jeunesse.

La demande de reconnaissance est accompagnée, pour les écoles de devoirs, du projet pédagogique visé à l'article 7, § 1, 3^o, pour les Coordinations régionales, du projet pédagogique visé à l'article 9, § 1, 1^o et, pour la Fédération communautaire, du projet pédagogique visé à l'article 11, § 1, 1^o ainsi que des données administratives déterminées par le Gouvernement et nécessaires à l'identification de l'école de devoirs, de la Coordination régionale ou de la Fédération communautaire et à la vérification de leur conformité au présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'introduction de ces demandes de reconnaissance. La notification de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance se fait dans les 120 jours calendrier de l'introduction d'un dossier complet de demande de reconnaissance. La reconnaissance est réputée acquise en l'absence de notification de la décision de reconnaissance ou de non-reconnaissance dans ce délai.

Art. 5. La reconnaissance est valable pour une période de cinq ans. Le renouvellement de la reconnaissance se fait dans les mêmes modalités que celles visées à l'article 4. La demande de renouvellement de reconnaissance doit être introduite au moins 120 jours calendrier avant l'échéance de la reconnaissance en cours.

Art. 6. La reconnaissance peut être refusée si l'école de devoirs, la Coordination régionale ou la Fédération communautaire ne répond pas aux conditions fixées par le décret. La reconnaissance peut être retirée si l'école de devoirs, la Coordination régionale ou la Fédération communautaire ne répond plus à ces conditions ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent.

Toute contestation relative à un refus de reconnaissance ou à un retrait de reconnaissance peut être introduite auprès du Gouvernement. Ce recours doit prendre la forme d'un courrier recommandé, envoyé dans les trente jours calendrier de la notification de la décision, faisant état de la nature de la contestation introduite et fournissant toutes les pièces utiles à établir le bon droit du requérant. Le Gouvernement dispose alors d'un délai de 120 jours calendrier pour répondre à ce recours, après avis de la Commission, soit en confirmant la décision incriminée, soit en l'annulant.

Les écoles de devoirs concernées sont informées des modalités de recours par l'O.N.E., les Coordinations régionales et la Fédération communautaire sont informés des modalités de recours par le Service Jeunesse.

Section 2. — De la reconnaissance des écoles de devoirs

Art. 7. Pour obtenir sa reconnaissance par l'O.N.E. comme école de devoirs, le pouvoir organisateur :

§ 1^{er}. Répond aux critères pédagogiques suivants :

- 1° organiser des activités de soutien scolaire ainsi que des animations éducatives ludiques, culturelles ou sportives s'inscrivant dans les missions décrites à l'article 2, § 1^{er};
- 2° respecter le Code de qualité de l'accueil de l'enfant, quel que soit l'âge des enfants ou des jeunes accueillis;
- 3° élaborer, en collaboration active et effective avec l'équipe pédagogique visée au § 4, 1°, et mettre en œuvre un projet pédagogique qui tient compte des caractéristiques socioculturelles et des besoins des enfants qu'il accueille, ainsi que de l'environnement social et culturel dans lequel il évolue;
- 4° élaborer, mettre en œuvre et évaluer un plan d'action annuel, qui constitue la traduction concrète des objectifs déterminés par le projet pédagogique et comprend notamment un calendrier et un descriptif d'activités ainsi que les moyens humains et matériels envisagés pour les mettre en œuvre;
- 5° veiller à la coordination de son travail avec les autres acteurs sociaux et éducatifs de l'accueil de l'enfant et du jeune dans son environnement direct, en collaborant notamment avec les établissements scolaires d'où proviennent les enfants qui la fréquentent et leurs familles;
- 6° respecter et défendre en son sein les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

§ 2. Répond aux critères administratifs suivants :

- 1° être soit un pouvoir public, soit une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 2° tenir une comptabilité régulière et permettant l'identification des activités de l'école de devoirs;
- 3° assurer une publicité des activités qu'elle organise;
- 4° disposer d'une infrastructure adaptée à ses activités d'école de devoirs et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité;
- 5° mettre à la disposition des enfants accueillis du matériel pédagogique et ludique;
- 6° communiquer à l'O.N.E. toutes les informations administratives dont la liste est fixée par le Gouvernement;
- 7° se soumettre au contrôle de l'O.N.E.;
- 8° contracter une assurance responsabilité civile couvrant le personnel d'animation, les dommages corporels causés aux participants aux activités de l'école de devoirs ainsi que le fait de ceux-ci;
- 9° ne pas être un établissement scolaire.

§ 3. Répond aux critères relatifs au public accueilli suivants :

- 1° être ouvert à tous, sans discrimination;
- 2° accueillir au moins 10 enfants âgés de 6 à 15 ans, en moyenne, chaque année, par jour d'ouverture;
- 3° accueillir des enfants issus de trois implantations scolaires différentes au moins ou de deux implantations scolaires au moins, si l'école de devoirs dispose de bâtiments indépendants de tout établissement scolaire. Par dérogation accordée par l'ON.E. après avis de la Commission, les enfants fréquentant l'école de devoirs peuvent tous provenir de la même implantation scolaire, lorsque l'école de devoirs est installée dans une région dont la faible densité d'établissements scolaires le justifie;
- 4° être accessible en dehors des heures scolaires pendant une période continue de deux heures minimum par semaine, pendant au moins 20 semaines scolaires par an.

§ 4. Répond aux critères relatifs à l'encadrement suivants :

- 1° disposer d'une équipe pédagogique composée d'au moins trois personnes dont au minimum un coordinateur et un animateur qualifiés au sens de l'article 12;
- 2° proposer et permettre aux membres, bénévoles ou rémunérés, de son équipe pédagogique de participer à des formations qualifiantes ou continuées en rapport avec leur fonction d'animation ou de coordination;
- 3° assurer un encadrement effectif dont les normes minimales sont :
 - a. d'un animateur présent par groupe de 12 enfants de 6 à 15 ans accueillis;
 - b. d'un animateur qualifié au sens de l'article 12, 2° par tranche entamée de 3 animateurs obligatoirement présents en vertu du a.

En présence de plus de six enfants, chaque école de devoirs garantit la présence minimum de deux adultes ou le fait qu'un deuxième adulte puisse être présent dans un délai raisonnable d'intervention.

Section 3. — De la reconnaissance des coordinations régionales d'écoles de devoirs

Art. 8. Le Gouvernement peut accorder une reconnaissance à une Coordination régionale pour chacun des cinq ressorts territoriaux suivants :

1. la Province de Liège;
2. la Province du Hainaut;
3. la Province du Brabant wallon;
4. les Provinces de Namur et du Luxembourg;
5. la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. Pour obtenir sa reconnaissance par le Gouvernement comme Coordination régionale, l'association :

§ 1^{er}. Répond au minimum aux critères pédagogiques suivants :

- 1° définir, mettre en œuvre et évaluer de façon régulière un projet pédagogique propre et un plan d'action annuel s'inscrivant dans la logique des missions définies à l'article 2, § 1^{er}, dont la forme et le contenu minimal sont arrêtés par le Gouvernement;
- 2° organiser une offre de formation continuée en fonction des besoins identifiés par les écoles de devoirs de son ressort territorial;
- 3° développer sous différentes formes une action de soutien aux écoles de devoirs dans son ressort territorial et notamment :
 - a) fournir une aide à la création de nouvelles écoles de devoirs dans son ressort territorial;
 - b) élaborer et diffuser des outils pédagogiques à destination de toutes les écoles de devoirs reconnues de son ressort territorial, en collaboration avec la Fédération communautaire visée à l'article 10;
 - c) tenir régulièrement des réunions à destination de toutes les écoles de devoirs reconnues de son ressort territorial;
- 4° informer le public quant à l'existence et aux caractéristiques de toutes les écoles de devoirs reconnues sur son ressort territorial et l'orienter;
- 5° respecter et défendre en son sein les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

§ 2. Répond au minimum aux critères administratifs suivants :

- 1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 2° tenir une comptabilité régulière permettant l'identification des activités liées à sa reconnaissance dans le cadre du présent décret et établir ses comptes annuels conformément aux règles fixées par et en vertu de l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 3° avoir son siège situé dans le ressort territorial pour lequel elle sollicite une reconnaissance en qualité de Coordination régionale;
- 4° disposer d'un local abritant son siège administratif;
- 5° développer son activité sur l'ensemble de son ressort territorial;
- 6° accepter toute demande d'affiliation d'école de devoirs reconnue et active sur son ressort territorial;
- 7° regrouper, sur la base d'une affiliation volontaire dont le montant ne dépasse pas un montant fixé par le Gouvernement, au minimum la moitié plus une des écoles de devoirs reconnues sur son ressort territorial;
- 8° assurer la publicité des activités qu'elle organise;
- 9° se soumettre à toute inspection organisée par les services du Gouvernement chargés de l'Inspection visés à l'article 26.

Section 4. — De la reconnaissance d'une fédération communautaire des écoles de devoirs

Art. 10. Le Gouvernement peut accorder une reconnaissance à une fédération communautaire des écoles de devoirs.

Art. 11. Pour obtenir sa reconnaissance par le Gouvernement comme Fédération communautaire, l'association :

§ 1^{er}. Répond au minimum aux critères pédagogiques suivants :

- 1° définir, mettre en œuvre et évaluer de façon régulière un projet pédagogique propre et un plan d'action annuel s'inscrivant dans la logique des missions définies à l'article 2, § 1^{er}, dont la forme et le contenu minimal sont arrêtés par le Gouvernement;
- 2° développer toute activité de soutien au secteur des écoles de devoirs, notamment :
 - a) élaborer et diffuser, par le biais notamment des Coordinations régionales visées à l'article 8, des outils pédagogiques;
 - b) publier un périodique au moins trimestriel à destination notamment des écoles de devoirs et des Coordinations régionales;
 - c) tenir un centre de documentation ouvert aux écoles de devoirs et aux Coordinations régionales;
 - d) soutenir le travail des Coordinations régionales;
 - e) tenir une permanence téléphonique à destination des écoles de devoirs et des Coordinations régionales;
 - f) le cas échéant, réaliser des études, colloques et toutes autres actions pédagogiques ou de valorisation concernant les écoles de devoirs.
- 3° élaborer un programme annuel de formation continuée d'animateur en écoles de devoirs et de coordinateur d'écoles de devoirs, en concertation étroite avec les Coordinations régionales et évaluer de façon régulière ce programme, en regard de l'évolution des besoins de formation dans le secteur des écoles de devoirs;
- 4° respecter et défendre en son sein les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

§ 2. Répond aux critères administratifs suivants :

- 1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 2° tenir une comptabilité régulière permettant l'identification des activités liées à sa reconnaissance dans le cadre du présent décret et établir leurs comptes annuels conformément aux règles fixées par et en vertu de l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 3° développer son activité sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 4° accueillir chaque Coordination régionale qui en fait la demande;

- 5° regrouper sur base volontaire au minimum la moitié plus une des Coordinations régionales reconnues en vertu de l'article 8 et associer dans ses organes de direction (assemblée générale, conseil d'administration, bureau exécutif,...) des représentants de ces Coordinations régionales;
- 6° assurer la publicité des activités qu'elle organise;
- 7° se soumettre à toute inspection organisée par les services du Gouvernement chargés de l'Inspection visés à l'article 26.

CHAPITRE III. — *De l'encadrement en écoles de devoirs*

Section 1^{re}. — Dispositions générales et définitions

Art. 12. Dans les écoles de devoirs, le public accueilli est encadré par une équipe d'animation dont les membres sont, au moins pour partie, qualifiés. Par personnel qualifié, on entend :

- 1° L'animateur qualifié est l'animateur en école de devoirs, âgé de 17 ans au moins, porteur du brevet dont le contenu minimum est décrit à l'article 14 alinéa 2 du présent décret ou d'une des qualifications assimilées définies par le Gouvernement ou bénéficiaire de l'équivalence visée à l'article 16;
- 2° Le coordinateur qualifié est l'animateur qualifié en école de devoirs, âgé de 18 ans au moins, porteur du brevet dont le contenu minimum est décrit à l'article 14 alinéa 3 ou d'une des qualifications assimilées définies par le Gouvernement ou bénéficiaire de l'équivalence visée à l'article 16.

Art. 13. Toute personne qui est membre de l'équipe d'animation d'une école de devoirs doit être de bonne vie et mœurs et doit pouvoir en attester si elle est âgée de dix-huit ans et plus.

Section 2. — De la formation qualifiante des animateurs en écoles de devoirs et des coordinateurs d'écoles de devoirs, des assimilations et des équivalences de brevet.

Art. 14. Des formations qualifiantes débouchant sur la délivrance d'un brevet d'animateur en écoles de devoirs et de coordinateur d'écoles de devoirs reconnu par la Communauté française peuvent être organisées par des organismes habilités par le Gouvernement.

Les contenus des formations qualifiantes d'animateur en école de devoirs sont déterminés par le Gouvernement et portent notamment sur les matières suivantes, en lien direct avec sa fonction dans l'école de devoirs : la pédagogie et la méthodologie en écoles de devoirs, la communication, la dynamique des groupes, la gestion de conflits, les relations avec les familles, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent, les premiers soins, le bien-être et la prévention de la maltraitance ainsi que la déontologie.

Les contenus des formations qualifiantes de coordinateur d'écoles de devoirs sont déterminés par le Gouvernement et portent notamment sur les matières suivantes, en lien direct avec sa fonction dans l'école de devoirs : l'animation pédagogique d'une équipe d'animation et les rapports avec l'environnement social et institutionnel d'une école de devoirs.

Le Gouvernement fixe la durée minimale et les modalités d'organisation de ces formations.

Art. 15. Le gouvernement détermine les modalités selon lesquelles le Service Jeunesse est chargé du suivi de la mise en œuvre des formations d'animateur en école de devoirs et de coordinateur d'écoles de devoirs, notamment pour ce qui concerne la reconnaissance des organismes de formation habilités et la délivrance des brevets visés à l'article 14.

Dans tous les cas, les Coordinations régionales et la Fédération communautaire sont habilitées à dispenser ces formations sans devoir être reconnues comme telles.

Art. 16. Toute personne peut faire valoir son expérience acquise ou son cursus de formation en vue de bénéficier d'une équivalence au brevet d'animateur ou de coordinateur visés à l'article 14.

Pour ce faire, la personne physique ou l'école de devoirs introduit, par courrier libre au Service Jeunesse, une demande d'équivalence qui fait notamment état de sa date de naissance et de sa commune de résidence, de son cursus de formation, de son expérience dans le cadre de l'accueil de l'enfance et de l'animation en écoles de devoirs, ainsi que des motivations de sa demande.

Cette équivalence est accordée par le Gouvernement en fonction des critères établis sur la base des propositions de la Commission. En toute hypothèse, cette équivalence pourra être accordée sur base d'une expérience utile de minimum 180 heures au cours des trois dernières années précédant la demande. La notification de l'équivalence ou de la non-équivalence se fait dans les 120 jours calendriers de l'introduction d'un dossier complet de demande d'équivalence. La reconnaissance est réputée acquise en l'absence de notification de la décision d'équivalence ou de non-équivalence dans ce délai.

Toute contestation relative à un refus d'équivalence peut être introduite auprès du Gouvernement.

Ce recours doit prendre la forme d'un courrier recommandé d'une personne physique ou d'une école de devoirs, envoyé dans les 30 jours calendriers de la notification de la décision, faisant état de la nature de la contestation introduite et fournissant toutes les pièces utiles à établir le bon droit du requérant. Le Gouvernement dispose alors d'un délai de 120 jours calendriers pour répondre à ce recours, après avis de la Commission, soit en confirmant sa décision, soit en l'annulant.

CHAPITRE IV. — *Des subventions*

Section 1. — Des subventions aux Ecoles de Devoirs

Art. 17. § 1. Dans la limite des crédits disponibles, l'O.N.E. accorde des subventions aux écoles de devoirs.

Sont subventionnées, les écoles de devoirs qui sont reconnues en vertu de l'article 7 et qui répondent aux conditions de fonctionnement suivantes pour chacun de leur site d'accueil :

- 1° faire la preuve d'un fonctionnement régulier au cours de l'année d'activités précédant sa reconnaissance et de sa capacité à atteindre les critères minima de subvention tels que prévus au présent article;
- 2° accueillir au moins dix enfants âgés de 6 à 15 ans par jour d'ouverture en moyenne annuelle;
- 3° respecter effectivement les conditions d'encadrement précisées à l'article 7, § 4;
- 4° être accessible après les heures scolaires, au moins 1 heure par jour d'ouverture, au moins 5 heures par semaine scolaire réparties sur au moins trois jours, pendant au moins 20 semaines entre le 1^{er} septembre et le 30 juin;

- 5° accorder une priorité d'accès à ses activités à un public qui maîtrise mal la langue française ou qui ne peut bénéficier à domicile d'un accompagnement scolaire ou social;
- 6° garantir que l'éventuelle participation aux frais demandés ne dépasse un montant journalier fixé par le Gouvernement;
- 7° s'inscrire, si elles accueillent des enfants de moins de douze ans, dans le programme de coordination de l'accueil des enfants pendant leur temps libre éventuellement institué dans sa commune d'activités en vertu du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

§ 2. Pour obtenir une subvention, chaque école de devoirs doit transmettre à l'O.N.E. au plus tard pour le 30 octobre de l'année d'activités en cours une demande de subvention dont le contenu est déterminé par le Gouvernement et comprend notamment le lieu des activités, ainsi que des projections pour l'année d'activités en cours en terme de nombre d'enfants accueillis et d'encadrement assuré. La subvention pour l'année d'activités en cours est calculé sur base des dispositions de l'article 18 b) du présent décret. Un montant correspondant à 70% de la subvention pour l'année d'activités en cours, telle que calculée sur base des dispositions de l'article 18 b) du présent décret, est versé par l'O.N.E. au plus tard le 15 janvier de ladite année d'activités aux écoles de devoirs dont le dossier administratif est complet. Pour bénéficier de la liquidation du solde de la subvention, chaque école de devoirs doit transmettre à l'O.N.E., pour le 30 septembre suivant l'année d'activités concernée, une demande de liquidation du solde de la subvention de l'année d'activités précédente, dont le contenu est déterminé par le Gouvernement et comprend notamment une liste des enfants accueillis et de l'encadrement assuré durant l'année d'activités pour laquelle la liquidation du solde est demandée.

En cas de cessation d'activités, la liquidation de la subvention de la dernière année d'activités n'intervient qu'à concurrence des frais effectivement supportés par la structure concernée, sur la base de la présentation de pièces comptables en attestant, et avec pour maximum le montant de la subvention calculé en vertu de l'article 18 b) du présent décret pour la dernière année d'activités.

Art. 18. La subvention octroyée se subdivise en :

- a) un subside forfaitaire par pouvoir organisateur, destiné à la prise en charge des frais administratifs, du travail de développement communautaire, de préparation et d'évaluation des activités ainsi que de sa participation active au programme de coordination locale pour l'enfance créé par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

Le montant de ce subside forfaitaire est fixé par le Gouvernement

L'école de devoirs qui organise des activités sur plusieurs sites d'accueil distincts bénéficie du subside forfaitaire pour trois de ces sites d'accueil au maximum et de façon dégressive. Pour le deuxième site d'accueil, ce subside est divisé par deux. Pour le troisième site d'accueil, ce subside est divisé par trois.

- b) un subside d'activités proportionnel au nombre d'enfants de 6 à 15 ans accueillis et au nombre d'animateurs qualifiés et de coordinateurs qualifiés effectivement présents lors de ces activités, au cours de l'année d'activités précédente.

Pour les écoles de devoirs qui bénéficient pour la première fois d'une subvention, le subside d'activités est calculé par l'O.N.E. sur la base d'une estimation de la fréquentation de l'école de devoirs, résultat d'une extrapolation des activités de l'année d'activités précédente. Le calcul du subside d'activités est réalisé au marc le franc du budget disponible, chaque journée de présence d'enfant valant une unité et chaque journée de présence d'animateur ou de coordinateur qualifiés valant six unités. Les normes d'encadrement prises en compte pour le calcul du subside d'activités sont au maximum d'un animateur ou d'un coordinateur qualifiés par six enfants accueillis.

Les journées de présence d'enfants, d'animateurs ou de coordinateurs pendant les vacances de Noël, de Pâques ou d'été éventuellement valorisées dans le cadre du décret du 17 mai 1999 sur les centres de vacances ne peuvent l'être pour le calcul du subside d'activités.

Section 2. — Des subventions aux coordinations régionales d'écoles de devoirs et à la fédération communautaire des écoles de devoirs

Art. 19. Une subvention forfaitaire annuelle couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre est accordée à chaque Coordination régionale reconnue en vertu de l'article 8.

Cette subvention forfaitaire comprend :

- a) un subside à l'emploi sous forme de points, avec un nombre minimum de 10 points;
- b) un subside de fonctionnement et aux activités dont le montant est arrêté par le Gouvernement.

Dans la limite des crédits disponibles, cette subvention forfaitaire est de minimum 40 000 euros et est plafonnée à 56 580 euros.

Pour pouvoir bénéficier du subside à l'emploi, la Coordination régionale doit engager, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé, au minimum un équivalent temps plein sur la base du subside prévu à l'alinéa 2, a), dans une fonction d'animation.

Art. 20. Une subvention forfaitaire annuelle couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre est accordée à la Fédération communautaire reconnue en vertu de l'article 10.

Cette subvention forfaitaire comprend :

- a) un subside à l'emploi sous forme de points, avec un nombre minimum de 5 points;
- b) un subside de fonctionnement et aux activités dont le montant est arrêté par le Gouvernement.

Dans la limite des crédits disponibles, cette subvention forfaitaire est de minimum 25 725 euros. Le Gouvernement peut décider d'augmenter ce montant.

Pour pouvoir bénéficier du subside à l'emploi, la Fédération communautaire doit engager, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé, au minimum un mi-temps sur la base du subside prévu à l'alinéa 2, a), dans une fonction d'animation.

Art. 21. Pour bénéficier des subventions visées aux articles 19 et 20, les Coordinations régionales et la Fédération communautaire introduisent annuellement des justificatifs de dépenses liés aux activités de l'année précédente, un rapport d'activités, ainsi qu'une demande de subsides, dans les formes et délais déterminés par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe la valeur du point avec un minimum de 2.541 euros.

CHAPITRE V. — Du contrôle, de l'accompagnement et de l'évaluation des écoles de devoirs, des coordinations régionales des écoles de devoirs et de la fédération communautaire des écoles de devoirs

Art. 22. Les écoles de devoirs bénéficiant d'une subvention en vertu de l'article 17, établissent un rapport d'activités annuel sur base du modèle minimal déterminé par l'O.N.E. sur avis de la Commission et le transmettent à l'O.N.E. conjointement à la demande de liquidation du solde de la subvention.

Le rapport d'activités annuel présente notamment une évaluation du projet pédagogique et du plan d'action annuel de l'école de devoirs, ainsi que la façon dont l'école de devoirs rencontre les missions définies à l'article 2, § 1^{er} et les conditions fixées à l'article 7.

Art. 23. Les Coordinations régionales et la Fédération communautaire établissent un rapport d'activités annuel et le transmettent au Service Jeunesse conjointement aux justificatifs de dépenses visés à l'article 21.

Ce rapport d'activités annuel présente notamment une évaluation de leur projet pédagogique et de leur programme d'activités annuel, la façon dont elles rencontrent les missions définies à l'article 2, § 1^{er} et les conditions fixées aux articles 9 et 11, ainsi que les besoins et les enjeux qu'elles identifient relativement au développement des écoles de devoirs.

Art. 24. Sur la base des rapports d'activités prévus aux articles 22 et 23, en concertation étroite avec la Commission, l'Observatoire établit tous les trois ans un état des lieux des réalisations, des besoins et des enjeux à rencontrer par les écoles de devoirs dans leur ensemble. Cet état des lieux est accompagné d'une évaluation quant à l'opportunité de modifier les dispositions du présent décret relatives au nombre et à la représentativité minimale des Coordinations régionales et de la Fédération communautaire.

Cet état des lieux fait l'objet d'une diffusion large, notamment aux écoles de devoirs reconnues, à l'O.N.E., au Conseil d'Avis de l'O.N.E., au Service de la Jeunesse ainsi qu'au ministre de l'Enfance et au ministre de la Jeunesse.

Le premier état des lieux est rédigé à l'issue de la deuxième année d'application du décret.

Art. 25. L'O.N.E. assure, subsidiairement aux Coordinations régionales et à la Fédération communautaire, leur accompagnement, notamment si celles-ci n'y sont pas affiliées. Il est également chargé du contrôle des écoles de devoirs.

Art. 26. Les services du Gouvernement chargés de l'Inspection au sein de la Direction Générale de la culture du Ministère de la Communauté française sont chargés du contrôle des Coordinations régionales et de la Fédération communautaire. L'O.N.E. et les services du Gouvernement chargés de l'inspection au sein de la Direction générale de la Culture s'échangent régulièrement les informations relatives à l'évaluation et au contrôle des structures dont ils sont chargés en vertu du présent décret.

Le Gouvernement arrête les modalités de la transmission de ces informations.

CHAPITRE VI. — *De la commission d'avis sur les écoles de devoirs*

Art. 27. Il est créé, auprès du Gouvernement, une commission d'avis sur les écoles de devoirs. La Commission a pour mission générale de conseiller le Gouvernement et l'O.N.E. sur la politique de soutien aux écoles de devoirs et de veiller à l'articulation et à la concertation entre les différents partenaires chargés de l'application et de l'accompagnement prévu dans le décret.

La Commission peut être saisie, par le ministre de l'Enfance, par le ministre de Jeunesse ou par l'O.N.E., de toute question relative aux écoles de devoirs. La Commission peut également se saisir d'initiative de toute question relative aux écoles de devoirs et donner son avis sur celle-ci.

La Commission est notamment appelée à formuler, à l'intention du ministre de l'Enfance, du ministre de la Jeunesse et de l'O.N.E., conformément au présent décret et à ses arrêtés d'application, tout avis dans le cas des recours prévus aux articles 6 et 16 ou des exceptions prévues à l'article 7, § 3, 3^o mais également sur tout projet de modification du présent décret ou de ses arrêtés, à l'exception de celui nécessaire à l'exécution de l'article 28.

Art. 28. Le Gouvernement désigne les membres de la Commission qui est composée de : Avec voix délibérative :

- 1° six représentants des écoles de devoirs, proposés par la Fédération communautaire, dont au moins un représentant par Coordination régionale reconnue en vertu de l'article 8, et représentatifs de la pluralité des associations reconnues dans le cadre du présent décret;
- 2° deux représentants des écoles de devoirs non-affiliées à une Coordination régionale, désignés par le Gouvernement sur la base d'un appel à candidatures à toutes les écoles de devoirs;
- 3° un représentant des organisations de jeunesse, proposé par le Conseil de la Jeunesse d'Expression française;
- 4° un représentant des centres de jeunes, proposé par la Commission consultative des maisons et centres de jeunes;
- 5° un représentant des organisations d'éducation permanente, particulièrement représentatives des familles, proposé par le Conseil supérieur de l'éducation permanente;
- 6° un représentant des organismes de formation agréés sur la base de l'article 20, alinéa 4, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, désigné par le Gouvernement après appel à candidatures.

Avec voix consultative :

- 7° un délégué du ministre de l'Enfance et un délégué du ministre de la Jeunesse;
- 8° deux délégués de l'Administration de l'O.N.E.;
- 9° deux délégués du Service Jeunesse;
- 10° un délégué des Services de l'Inspection visés à l'article 26;
- 11° un délégué des coordinateurs des milieux d'accueil de l'O.N.E.;
- 12° un délégué de l'Observatoire.

Le Gouvernement fixe les modalités de désignation et de remplacement des membres de la Commission, de son fonctionnement et notamment la fréquence minimale de ses réunions, son siège et le montant des jetons de présence et frais de déplacement accordés à ses membres et versés par l'O.N.E. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, dans les mêmes conditions, un membre suppléant. Le membre suppléant participe avec voix délibérative aux travaux de la Commission en cas d'absence du membre effectif. Il reçoit d'office, pour information, toute convocation ou document adressé à l'ensemble des membres effectifs. Le secrétariat de la Commission est assuré par l'O.N.E.

La Commission établit son propre règlement d'ordre intérieur.

Le président de la Commission est désigné par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 29. Tous les montants fixés par le présent décret, hormis celui visé à l'article 21 alinéa 2, sont liés annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui du mois précédant son entrée en vigueur.

La valeur d'un point visée à l'article 21 alinéa 2 est indexée annuellement en multipliant la valeur du point par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Toutefois cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française.

Art. 30. Les écoles de devoirs bénéficiant d'une subvention de l'O.N.E. pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 30 juin 2004 en vertu des dispositions en la matière prévues dans le premier Contrat de gestion de l'O.N.E. pris en application du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'O.N.E. sont réputées reconnues pour une période de deux ans à l'entrée en vigueur du décret.

Pour la première application du décret, le volume d'activités de référence pris en compte à l'article 18 alinéa 1^{er}, b, pour le calcul de la subvention de chaque école des devoirs est celui justifié à l'O.N.E. par les écoles de devoirs pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 30 juin 2004.

Art. 31. Les Coordinations régionales et la Fédération communautaire qui disposaient d'une convention avec la Communauté française relative à leur action de soutien aux écoles de devoirs sont réputées reconnues du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2005. Par dérogation, l'obligation visée à l'article 9, § 2, 7^o n'est d'application qu'à partir du 1^{er} janvier 2006.

Art. 32. L'article 2, § 1^{er} alinéa 4, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'O.N.E. est complété comme suit : « 8^o les écoles de devoirs ».

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004, hormis les articles 19, 20 et 21 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 28 avril 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2003-2004*

Documents du conseil. — Projet de décret, n° 510-1. Amendements de commission, n° 510-2. — Rapport, n° 510-3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 20 avril 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2451

[C — 2004/29237]

28 APRIL 2004. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Definities

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1. 'ONE' : het Office de la Naissance et de l'Enfance in de zin van het decreet van 17 juli 2002 aangaande de hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort 'ONE'
2. 'de Commissie' : de adviescommissie inzake huiswerkinstituten zoals bedoeld in artikel 27 van dit decreet
3. 'het Observatoire' : het orgaan aangesteld door middel van het besluit van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 met betrekking tot het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse
4. 'Coordination régionale' : een gewestelijke coördinatie van huis-werkinstituten erkend krachtens artikel 8 van dit decreet
5. 'Fédération communautaire' : de communautaire federatie van huiswerkinstituten erkend krachtens artikel 10 van dit decreet
6. 'de Jeugddienst' : de dienst van de Regering belast met jeugdzaken binnen de Algemene Directie Cultuur
7. 'de Minister van Kinderwelzijn' : de minister verantwoordelijk voor het beleid op het vlak van kinderopvang en kinderopvang
8. 'de Minister van Jeugdzaken' : de minister verantwoordelijk voor het beleid op het vlak van jeugdzaken

Art. 2. § 1. De huiswerkinstituten, hun Coordinations régionales en hun Fédération communautaire hebben beogen onder meer de bevordering van :

1. de intellectuele ontwikkeling van het kind, meer bepaald door bijstand tijdens de schooljaren, door huiswerkbegeleiding en door correctief onderwijs
2. de ontwikkeling en sociale emancipatie van het kind, meer bepaald door een actieve en gepersonaliseerde begeleiding, met respect voor de verschillen, in een geest van solidariteit en met het oog op een interculturele benadering
3. de creativiteit van het kind, zijn toegang tot en kennismaking met culturen in hun verschillende dimensies, door speelse activiteiten, groeps-activiteiten, expressie, creatie en communicatie
4. het aanleren van burgerschap en saamhorigheid

§ 2. Het activiteitenjaar dat in het kader van dit decreet in aanmerking wordt genomen voor de huiswerkinstituten start op 1 september en eindigt op 31 augustus.

Art. 3. Geen enkele organisator van activiteiten voor kinderen mag de titel van huiswerkinstituut erkend door de Franse Gemeenschap dragen of op om het even welke manier verwijzen naar de Franse Gemeenschap indien hij niet voorafgaand erkend werd in het kader van dit decreet.

Elk huiswerkinstituut erkend krachtens dit decreet moet die erkenning verplicht vermelden in zijn officiële documenten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning**Afdeling 1.* — Algemene bepalingen met betrekking tot de erkenning

Art. 4. Om te worden erkend, moet het huiswerkinstituut een erkenningsverzoek indienen bij ONE. De Coordination régionale en de Fédération communautaire moeten hun erkenningsverzoek indienen bij de Jeugddienst.

Het erkenningsverzoek moet voor de huiswerkinstituten worden vergezeld van het pedagogische project bedoeld in artikel 7, § 1, 3°, voor de Coordinations régionales van het pedagogische project bedoeld in artikel 9, § 1, 1° en, voor de Fédération communautaire van het pedagogische project bedoeld in artikel 11, § 1, 1°, alsook van de administratieve gegevens bepaald door de Regering en noodzakelijk voor de identificatie van het huis-werkinstituut, de Coordination régionale of de Fédération communautaire en voor de verificering van hun conformiteit met dit decreet.

De Regering legt de procedures vast voor de indiening van die erkenningsverzoeken.

Binnen 120 kalenderdagen na indiening van een volledig dossier wordt aan de betrokkenen de beslissing tot erkenning of niet-erkenning mee-gedeeld. De erkenning wordt geacht te zijn verworven indien binnen die termijn geen kennisgeving van erkenning of niet-erkenning werd ontvangen.

Art. 5. De erkenning is geldig voor een periode van vijf jaar. De verlenging van die erkenning gebeurt volgens dezelfde modaliteiten als die beschreven in artikel 4. Het verzoek tot verlenging van de erkenning moet minstens 120 kalender-dagen vóór de vervaldag van de lopende erkenning worden ingediend.

Art. 6. De erkenning kan worden geweigerd indien het huiswerkinstituut, de Coordination régionale of de Fédération communautaire niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in dit decreet. De erkenning kan worden ingetrokken indien het huiswerkinstituut, de Coordination régionale of de Fédération communautaire niet meer beantwoordt aan die voorwaarden of de opgelegde verplichtingen niet nakomt.

Betwistingen omtrent een weigering of intrekking van erkenning kunnen worden voorgelegd aan de Regering.

Het bezwaar moet worden ingediend door middel van een aangetekend schrijven, verstuurd binnen dertig kalenderdagen na kennisgeving van de beslissing, en moet de aard van de ingediende betwisting vermelden, alsook alle nodige bewijsstukken bevatten op grond waarvan het goed recht van de eiser kan worden aangetoond. De Regering beschikt vervolgens over een termijn van 120 kalenderdagen om, na advies van de Commissie, een antwoord te formuleren op het bezwaar, hetzij door de gewraakte beslissing te bevestigen, hetzij door die beslissing nietig te verklaren.

De betrokken huiswerkinstituten worden door ONE op de hoogte gesteld van de modaliteiten van kracht voor het indienen van bezwaren. De Coordinations régionales en de Fédération communautaire worden daarvan in kennis gesteld door de Jeugddienst.

Afdeling 2. — Erkenning van huiswerkinstituten

Art. 7. Om door ONE erkend te worden als huiswerkinstituut, moet de inrichtende macht :

§ 1. Beantwoorden aan de volgende pedagogische criteria :

- 1° activiteiten organiseren op het gebied van huiswerkbegeleiding, alsook speelse, educatieve, culturele of sportieve groepsactiviteiten die kaderen in de opdrachten beschreven in artikel 2, § 1
- 2° de kwaliteitscode voor kinderopvang naleven, ongeacht de leeftijd van de kinderen of jongeren die opgevangen worden
- 3° in actieve en effectieve samenwerking met het pedagogische team zoals bedoeld in § 4, 1°, een pedagogisch project uitwerken en verwezen-lijken waarin rekening gehouden wordt met de sociaal-culturele kenmerken en behoeften van de kinderen die opgevangen worden, alsook met de sociale en culturele omgeving waarin het kind zich thuis voelt
- 4° een jaarlijks actieplan uitwerken, verwezenlijken en evalueren waarin een concrete vertaling wordt gegeven van de doelstellingen bepaald in het pedagogische project en dat onder meer een kalender en een beschrijving van de activiteiten bevat, alsook een beschrijving van de menselijke middelen en materialen die men van plan is aan te wenden om die activiteiten uit te voeren
- 5° waken over de coördinatie van het werk met andere sociale en educatieve actoren op het gebied van opvang van het kind en de jongere in zijn directe omgeving, door onder meer samen te werken met de onder-wijnsinstellingen vanwaar de kinderen die opgevangen worden en hun familie afkomstig zijn
- 6° de rechten van de mens en van het kind nakomen en verdedigen

§ 2. Beantwoorden aan de volgende administratieve criteria :

- 1° ofwel een overheid, ofwel een vereniging zonder winstoogmerk zijn zoals bedoeld in de wet van 27 juni 1921 aangaande verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen
- 2° een regelmatige boekhouding voeren aan de hand waarvan de activiteiten van het huiswerkinstituut kunnen worden geïdentificeerd
- 3° ruchtbaarheid geven aan de activiteiten die het organiseert
- 4° over een infrastructuur beschikken die aangepast is aan de activiteiten op het gebied van huiswerkbegeleiding en die voldoet aan de normen op het vlak van hygiëne en veiligheid
- 5° pedagogisch en speels materiaal ter beschikking stellen van de kinderen die opgevangen worden
- 6° aan ONE alle administratieve informatie meedelen waarvan een lijst is opgesteld door de Regering
- 7° zich onderwerpen aan een controle door ONE
- 8° een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering afsluiten dat het begeleidende personeel, de lichamelijke schade tweewegebracht aan deelnemers van de activiteiten georganiseerd door het huiswerkinstituut, alsook de feitelijke schade dekt
- 9° geen onderwijsinstelling zijn

§ 3. Beantwoorden aan de volgende criteria met betrekking tot het publiek dat opgevangen wordt :

- 1° toegankelijk zijn voor iedereen, zonder onderscheid
- 2° jaarlijks gemiddeld minstens 10 kinderen tussen 6 en 15 jaar oud per openingsdag opvangen
- 3° kinderen opvangen die afkomstig zijn van minstens drie verschillende onderwijsvestigingen, of van minstens twee onderwijsvestigingen als het huiswerkinstituut over gebouwen beschikt onafhankelijk van elke wille-keurige onderwijsvestiging Bij afwijking toegekend door ONE na advies van de Commissie, kunnen de kinderen die regelmatig opgevangen worden door het instituut allen afkomstig zijn van dezelfde onderwijsvestiging, op voorwaarde dat het huiswerkinstituut gevestigd is in een regio waar de lage dichtheid van onderwijsinstellingen zulks rechtvaardigt
- 4° buiten de schooluren toegankelijk zijn gedurende een ononderbroken tijd van minimaal twee uren per week, gedurende minstens 20 schoolweken per jaar

§ 4. Beantwoorden aan de volgende criteria met betrekking tot de omkadering :

- 1° over een pedagogisch team beschikken dat is samengesteld uit minstens drie personen, waarvan ten minste een geschoolde coördinator en een geschoolde begeleider zoals bedoeld in artikel 12
- 2° aan de leden, die als vrijwilliger meewerken of bezoldigd zijn, van het pedagogische team voorstellen en toelaten om deel te nemen aan kwalificerende of voortgezette opleidingen die verband houden met hun functie van begeleider of coördinator
- 3° een doeltreffende omkadering waarborgen waarvan de minimum-normen als volgt zijn a. een begeleider aanwezig per groep van 12 kinderen tussen 6 en 15 jaar oud; b. een geschoolde begeleider in de zin van artikel 12, 2° per begonnen groep van 3 begeleiders die verplicht aanwezig moeten zijn krachtens punt a. hiervoor

In geval van meer dan zes kinderen moet elk huiswerkinstituut ervoor zorgen dat minstens twee volwassenen aanwezig zijn, of dat een tweede volwassene binnen redelijke tijd aanwezig kan zijn.

Afdeling 3. — Erkenning van de Coordinations régionales van huiswerkinstituten

Art. 8. De Regering kan een erkenning toekennen aan een Coordination régionale voor elk van de volgende vijf territoriale bevoegdheden :

1. provincie Luik
2. provincie Henegouwen
3. provincie Waals-Brabant
4. provincies Namen en Luxemburg
5. Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 9. Om door de Regering erkend te worden als Coordination régionale, moet de coördinatie :

§ 1. Minstens beantwoorden aan de volgende pedagogische criteria :

- 1° een eigen pedagogisch project en jaarlijks actieplan formuleren, uitvoeren en op geregelde tijdstippen evalueren, kaderend in de logica van de opdrachten beschreven in artikel 2, § 1, waarvan de vorm en de minimuminhoud vastgelegd zijn door de Regering
- 2° een aanbod van voortgezette opleiding organiseren afhankelijk van de behoeften geïdentificeerd door de huiswerkinstituten die tot haar territoriale bevoegdheid behoren
- 3° in verschillende vormen een activiteit uitwerken ter ondersteuning van de huiswerkinstituten die onder haar bevoegdheid vallen, en in het bijzonder :
 - a) hulp verlenen bij het oprichten van nieuwe huiswerkinstituten binnen haar territoriale bevoegdheid
 - b) in samenwerking met de Fédération communautaire bedoeld in artikel 10 pedagogische middelen uitwerken en verspreiden bestemd voor alle erkende huiswerkinstituten die tot haar territoriale bevoegdheid behoren
 - c) op regelmatige tijdstippen vergaderingen houden met alle huiswerk-instituten die onder haar territoriale bevoegdheid vallen
- 4° het publiek informeren en voorlichten over het bestaan en de eigenschappen van alle erkende huiswerkinstituten die onder haar ressort-teren
- 5° de rechten van de mens en van het kind nakomen en verdedigen

§ 2. Minstens beantwoorden aan de volgende administratieve criteria :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk zijn zoals bedoeld in de wet van 27 juni 1921 aangaande verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen
- 2° een regelmatige boekhouding voeren aan de hand waarvan de activiteiten gekoppeld aan de erkenning in het kader van dit decreet kunnen worden geïdentificeerd en jaarrekeningen opstellen volgens de regels vastgesteld in en krachtens artikel 17, § 3 van de wet van 27 juni 1921 aangaande verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen
- 3° haar zetel hebben binnen de territoriale bevoegdheid waarvoor ze erkenning vraagt als Coordination régionale
- 4° over een lokaal beschikken waar haar administratieve zetel is ondergebracht
- 5° haar activiteit uitvouwen over haar volledige territoriale bevoegdheid
- 6° elk verzoek tot toetreding van een erkend huiswerkinstituut werkzaam binnen haar territoriale bevoegdheid aanvaarden
- 7° op grond van een vrijwillige toetreding waarvan het bedrag niet hoger is dan het bedrag vastgesteld door de Regering minstens de helft plus een van de erkende huiswerkinstituten binnen haar territoriale bevoegdheid groeperen
- 8° ruchtbaarheid geven aan de activiteiten die ze organiseert
- 9° zich onderwerpen aan elke inspectie georganiseerd door de diensten van de Regering belast met de inspectie zoals bedoeld in artikel 26

Afdeling 4. — Erkenning van een Fédération communautaire van huiswerkinstituten

Art. 10. De Regering kan een erkenning toekennen aan een Fédération communautaire van huiswerkinstituten.

Art. 11. Om door de Regering erkend te worden als Fédération communautaire, moet de federatie :

§ 1. Minstens beantwoorden aan de volgende pedagogische criteria :

- 1° een eigen pedagogisch project en jaarlijks actieplan formuleren, uitvoeren en op geregelde tijdstippen evalueren, kaderend in de logica van de opdrachten beschreven in artikel 2, § 1, waarvan de vorm en de minimuminhoud vastgelegd zijn door de Regering
- 2° activiteiten uitvouwen ter ondersteuning van de sector van de huiswerkinstituten, meer bepaald door :
 - a) via de Coordinations régionales bedoeld in artikel 8 pedagogische middelen te ontwikkelen en te verspreiden
 - b) minstens driemaandelijks een tijdschrift te publiceren dat onder meer gericht is tot de huiswerkinstituten en de Coordinations régionales
 - c) een documentatiecentrum ter beschikking te stellen van de huiswerk-instituten en de Coordinations régionales
 - d) het werk van de Coordinations régionales te ondersteunen
 - e) een telefonische permanentie te verzekeren voor de huiswerkinstituten en de Coordinations régionales
 - f) desgevallend studies, colloquia en alle andere pedagogische of herwaarderingsactiviteiten tot stand brengen met betrekking tot de huiswerkinstituten
- 3° in nauwe samenwerking met de Coordinations régionales een jaarlijks programma van voortgezette opleiding uit te werken bestemd voor de begeleiders en de coördinatoren in huiswerkinstituten en dat programma op regelmatige tijdstippen evalueren in vergelijking met de evolutie van de opleidingsbehoeften in de sector van de huiswerkinstituten
- 4° de rechten van de mens en van het kind nakomen en verdedigen

§ 2. Beantwoorden aan de volgende administratieve criteria :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk zijn zoals bedoeld in de wet van 27 juni 1921 aangaande verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen
- 2° een regelmatige boekhouding voeren aan de hand waarvan de activiteiten gekoppeld aan de erkenning in het kader van dit decreet kunnen worden geïdentificeerd en jaarrekeningen opstellen volgens de regels

vastgesteld in en krachtens artikel 17, § 3 van de wet van 27 juni 1921 aangaande verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen

- 3° haar activiteit uitvouwen over het hele grondgebied in het Franstalige gewest en het tweetalige Brussels Hoofdstedelijke Gewest
- 4° elke Coördination régionale die daartoe een verzoek indient, opnemen
- 5° op vrijwillige basis minstens de helft plus een van de Coördinations régionales erkend krachtens artikel 8 groeperen en in haar bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, uitvoerend bestuur,...) de vertegenwoordigers van die Coördinations régionales verenigen
- 6° ruchtbaarheid geven aan de activiteiten die ze organiseert
- 7° zich onderwerpen aan elke inspectie georganiseerd door de diensten van de Regering belast met de inspectie zoals bedoeld in artikel 26

HOOFDSTUK III. — *Omkadering in huiswerkinstituten*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen en definities

Art. 12. In de huiswerkinstituten moet het opgevangen publiek worden omkaderd door een team van begeleiders waarvan minstens de helft daartoe opgeleid is.

Onder 'geschoold personeel' wordt verstaan :

- 1° de geschoolde begeleider is een begeleider in een huiswerkinstituut van minstens 17 jaar oud en houder van een diploma waarvan de minimuminhoud beschreven is in artikel 14 lid 2 van dit decreet, of van een van de gelijkgestelde kwalificaties bepaald door de Regering, of begunstigde van een gelijkstelling zoals bedoeld in artikel 16
- 2° de geschoolde coördinator is een geschoolde begeleider in een huiswerkinstituut van minstens 18 jaar oud en houder van een diploma waarvan de minimuminhoud beschreven is in artikel 14 lid 3, of van een van de gelijkgestelde kwalificaties bepaald door de Regering, of begunstigde van een gelijkstelling zoals bedoeld in artikel 16

Art. 13. Elke persoon die lid is van het begeleidingsteam van een huiswerkinstituut moet een bewijs van goed zedelijk gedrag kunnen voorleggen en moet kunnen aantonen dat hij achttien jaar of ouder is.

Afdeling 2. — Kwalificerende opleiding van de begeleiders en de coördinatoren in huiswerkinstituten, vergelijking en gelijkstelling van diploma's

Art. 14. Instellingen die daartoe bevoegd verklaard zijn door de Regering kunnen kwalificerende opleidingen op touw zetten na afloop waarvan een door de Franse Gemeenschap erkend diploma van begeleider en van coördinator in huiswerkinstituten kan worden bekomen.

De inhoud van de kwalificerende opleidingen van begeleider in een huiswerkinstituut is vastgelegd door de Regering en heeft onder meer betrekking op de volgende materies, die rechtstreeks verband houden met de functie van begeleider in het huiswerkinstituut : pedagogiek en methodologie in huiswerkinstituten, communicatie, groepsdynamica, conflictenbeheer, gezinsrelaties, psychologie van het kind en van de adolescent, eerstehulpverlening, welzijn en preventie van mishandeling, alsook deontologie.

De inhoud van de kwalificerende opleidingen van coördinator in een huiswerkinstituut is vastgelegd door de Regering en heeft onder meer betrekking op de volgende materies, die rechtstreeks verband houden met de functie van coördinator in het huiswerkinstituut : pedagogische begeleiding van een begeleidingsteam, verhouding tot de sociale en institutionele omgeving van een huiswerkinstituut.

De minimumduur en de organisatiemodaliteiten voor die opleidingen zijn vastgelegd door de Regering.

Art. 15. De Regering bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de Jeugddienst belast is met de follow-up van de uitvoering van de opleidingen van begeleider en van coördinator in een huiswerkinstituut, in het bijzonder voor wat de erkenning van de daartoe bevoegde opleidingsinstellingen en de uitreiking van de diploma's bedoeld in artikel 14 betreft.

In elk geval zijn de Coördinations régionales en de Fédération communautaire bevoegd om die opleidingen te geven zonder als zodanig erkend te zijn.

Art. 16. Eenieder heeft het recht om de door hem opgedane ervaring of gevolgde opleidingscursus te doen gelden met het oog op het bekomen van een gelijkstelling met het diploma van begeleider of coördinator bedoeld in artikel 14.

Daartoe moet de natuurlijke persoon of het huiswerkinstituut aan de hand van een gewone brief gericht aan de Jeugddienst een verzoek tot gelijkstelling indienen met vermelding van onder meer de geboortedatum en woonplaats van die persoon, de opleiding die de persoon in kwestie gevolgd heeft, de ervaring op het gebied van kinderopvang en -begeleiding in huiswerkinstituten, alsook de motivering van het verzoek.

Die gelijkstelling wordt verleend door de Regering afhankelijk van de criteria opgesteld op grond van de voorstellen van de Commissie.

In ieder geval zal die gelijkstelling worden verleend op grond van een nuttige ervaring van minimaal 180 uren tijdens de laatste drie jaren voorafgaand aan de aanvraag.

Binnen 120 kalenderdagen volgend op de invoering van een volledig dossier wordt de aanvrager in kennis gesteld van de gelijkstelling of niet-gelijkstelling. De gelijkstelling wordt geacht te zijn verworven indien binnen die termijn geen kennisgeving van gelijkstelling of niet-gelijkstelling werd ontvangen.

Betwistingen omtrent een weigering of intrekking van gelijkstelling kunnen worden voorgelegd aan de Regering.

De klacht moet worden ingediend door middel van een aangetekend schrijven opgesteld door een natuurlijke persoon of het huiswerkinstituut, verstuurd binnen dertig kalenderdagen na kennisgeving van de beslissing, en moet de aard van de ingediende betwisting vermelden, alsook alle nodige bewijsstukken bevatten op grond waarvan het goed recht van de eiser kan worden aangetoond. De Regering beschikt vervolgens over een termijn van 120 kalenderdagen om, na advies van de Commissie, een antwoord te formuleren op het bezwaar, hetzij door de gewraakte beslissing te bevestigen, hetzij door die beslissing nietig te verklaren.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring**Afdeling 1.* — Subsidiëring van huiswerkinstituten

Art. 17. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kan ONE subsidies verlenen aan de huiswerkinstituten.

Worden gesubsidieerd, de huiswerkinstituten die krachtens artikel 7 erkend zijn en die voldoen aan de volgende werkingsvoorwaarden van toepassing op elk opvanghuis :

- 1° het bewijs leveren dat tijdens de jaren van activiteit voorafgaand aan de erkenning volgens de regels gewerkt werd en dat het instituut in staat is om aan de in dit artikel gestelde minimumvereisten voor het verkrijgen van een subsidie te beantwoorden
- 2° jaarlijks gemiddeld minstens tien kinderen tussen 6 en 15 jaar oud per openingsdag opvangen
- 3° de omkaderingsvoorwaarden beschreven in artikel 7, § 4, daad-werkelijk naleven
- 4° na de schooluren minstens 1 uur per openingsdag en minstens 5 uren per schoolweek verdeeld over ten minste drie dagen toegankelijk zijn gedurende minimaal 20 weken tussen 1 september en 30 juni
- 5° voorrang geven aan kinderen die slecht de Franse taal beheersen of die thuis geen huiswerk- of sociale begeleiding krijgen
- 6° waarborgen dat de eventuele deelname in de kosten niet hoger is dan een dagelijks bedrag vastgesteld door de Regering
- 7° indien ze kinderen jonger dan twaalf jaar opvangen, zich inschrijven voor het coördinatieprogramma voor de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd dat krachtens het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang eventueel ingericht is in de gemeente waar ze actief zijn

§ 2. Om een subsidie te krijgen, moet elk huiswerkinstituut aan ONE ten laatste tegen 30 oktober van het lopende activiteitenjaar een verzoek tot subsidiëring indienen waarvan de inhoud bepaald is door de Regering en onder meer de plaats van activiteit moet vermelden, alsook de verwachtingen voor het lopende activiteitenjaar met betrekking tot het aantal opgevangen kinderen en de gewaarborgde omkadering. De subsidie voor het lopende activiteitenjaar wordt berekend op grond van de bepalingen van artikel 18 b) van dit decreet. Een bedrag gelijk aan 70 % van de subsidie voor het lopende activiteitenjaar, berekend op grond van de bepalingen van artikel 18 b) van dit decreet, wordt door ONE ten laatste op 15 januari van dat jaar gestort op de rekening van de huiswerkinstituten waarvan het administratieve dossier compleet is.

Om de rest van de subsidie te ontvangen, moet elk huiswerkinstituut tegen 30 september volgend op het activiteitenjaar in kwestie bij ONE een verzoek tot vereffening van het saldo van de subsidie van het voorgaande activiteitenjaar indienen. De inhoud van dat verzoek is vastgelegd door de Regering en bevat onder meer een lijst van opgevangen kinderen en van de gewaarborgde omkadering van het activiteitenjaar waarvoor de vereffening van het saldo wordt aangevraagd.

Bij stopzetting van de activiteiten gebeurt de vereffening van de subsidie van het laatste jaar van activiteit enkel ten belope van de kosten die daadwerkelijk gedragen werden door de betrokken structuur, en dat op vertoon van de boekhoudkundige bewijsstukken en maximaal voor het bedrag van de subsidie dat krachtens artikel 18 b) van dit decreet voor het laatste jaar van activiteit berekend werd.

Art. 18. De toegekende subsidie wordt als volgt onderverdeeld :

- a) een forfaitaire subsidie per inrichtende macht voor de vergoeding van de administratieve kosten, het werk verricht op het gebied van gemeenschapsontwikkeling, de voorbereiding en de evaluatie van de activiteiten, evenals de actieve deelname aan het lokale coördinatieprogramma voor het kind dat opgericht werd krachtens het decreet van 3 juli 2003 inzake de coördinatie van de opvang van de kinderen in hun vrije tijd en inzake de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

Het bedrag van die forfaitaire subsidie is vastgelegd door de Regering.

Het huiswerkinstituut dat in verscheidene opvangcentra activiteiten organiseert, geniet op degressieve wijze een forfaitaire subsidie voor maxi-maal drie van die opvangcentra. Voor het tweede opvangcentrum wordt die subsidie gedeeld door twee. Voor het derde opvangcentrum wordt die subsidie gedeeld door drie.

- b) een activiteitensubsidie in verhouding tot het aantal opgevangen kinderen tussen 6 en 15 jaar oud en het aantal geschoolde begeleiders en coördinatoren die daadwerkelijk aanwezig waren tijdens die activiteiten in de loop van het voorgaande jaar van activiteit

Voor huiswerkinstituten die voor de eerste maal een subsidie genieten, wordt de activiteitensubsidie door ONE berekend op grond van een raming van de frequentie waaraan een beroep wordt gedaan op het huiswerkinstituut, wat het resultaat is van een extrapolatie van de activiteiten in het voorgaande jaar van activiteit.

De berekening van de activiteitensubsidie gebeurt naar evenredigheid van het beschikbare budget, waarbij elke dag dat het kind aanwezig is goed is voor één eenheid en elke dag dat een geschoolde begeleider of coördinator aanwezig is goed is voor zes eenheden.

De omkaderingsnormen waarmee rekening gehouden wordt voor de berekening van de activiteitensubsidie zijn hoogstens een geschoolde begeleider of coördinator per groep van zes opgevangen kinderen.

De dagen van aanwezigheid van kinderen, begeleiders of coördinatoren tijdens de kerst-, paas- of zomervakantie die eventueel gewaardeerd werden in het kader van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, kunnen niet gewaardeerd worden voor de berekening van de activiteiten-subsidie.

*Afdeling 2. — Subsidiëring van de Coordinations régionales
en van de Fédération communautaire van huiswerkinstituten*

Art. 19. Aan elke Coordination régionale die krachtens artikel 8 erkend is, wordt een jaarlijkse forfaitaire subsidie verleend die de periode van 1 januari tot 31 december dekt.

Die forfaitaire subsidie omvat :

- a) een tewerkstellingssubsidie volgens een puntenstelsel, met een minimum van 10 punten
- b) een werkings- en activiteitensubsidie waarvan het bedrag is vastgelegd door de Regering

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten bedraagt die forfaitaire subsidie minimaal 40.000 euro en maximaal 56.580 euro.

Om een tewerkstellingssubsidie te kunnen genieten, moet de Coordination régionale in het kader van een bediendencontract minstens één voltijds equivalent op grond van de subsidie bedoeld in lid 2, a) aanwerven in een begeleidingsfunctie.

Art. 20. Aan elke Fédération communautaire die krachtens artikel 10 erkend is, wordt een jaarlijkse forfaitaire subsidie verleend die de periode van 1 januari tot 31 december dekt.

Die forfaitaire subsidie omvat :

- a) een tewerkstellingssubsidie volgens een puntenstelsel, met een minimum van 5 punten
- b) een werkings- en activiteitensubsidie waarvan het bedrag is vastgelegd door de Regering

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten bedraagt die forfaitaire subsidie minimaal 25.725 euro. De Regering kan op elk moment beslissen om dat bedrag te verhogen.

Om een tewerkstellingssubsidie te kunnen genieten, moet de Fédération communautaire in het kader van een bediendencontract minstens één half-tijds equivalent op grond van de subsidie bedoeld in lid 2, a) aanwerven in een begeleidingsfunctie.

Art. 21. Om de subsidies bedoeld in artikelen 19 en 20 te kunnen genieten, moeten de Coordinations régionales en de Fédération communautaire jaarlijks uitgavebewijzen indienen die verband houden met de activiteiten van het voorgaande jaar, alsook een verzoek tot subsidiëring, en dat volgens de vereiste vorm en binnen de termijn bepaald door de Regering.

De waarde van een punt is bepaald door Regering, met een minimum van 2.541 euro.

*HOOFDSTUK V. — Toezicht op en begeleiding en evaluatie van de huiswerkinstituten,
de Coordinations régionales en de Fédération communautaire van huiswerkinstituten*

Art. 22. De huiswerkinstituten die een subsidie genieten krachtens artikel 17 moeten jaarlijks een activiteitenverslag opstellen dat moet voldoen aan de minimum-vereisten die op advies van de Commissie door ONE vastgesteld zijn en moeten dat verslag, samen met het verzoek tot vereffening van het saldo van de subsidie, aan ONE bezorgen.

Het jaarlijkse activiteitenverslag bevat onder andere een evaluatie van het pedagogische project en van het jaarlijkse actieplan van het huiswerk-instituut, alsook de wijze waarop het instituut tegemoet komt aan de opdrachten bepaald in artikel 2, § 1, en aan de voorwaarden gesteld in artikel 7.

Art. 23. De Coordinations régionales en de Fédération communautaire moeten jaarlijks een activiteitenverslag opstellen en dat verslag, samen met de uitgavebewijzen bedoeld in artikel 21.

Het jaarlijkse activiteitenverslag bevat onder andere een evaluatie van hun pedagogische project en van hun jaarlijkse actieplan, alsook de wijze waarop ze tegemoet komen aan de opdrachten bepaald in artikel 2, § 1, en aan de voorwaarden gesteld in artikelen 9 en 11. Daarnaast vermeldt het tevens de behoeften en de uitdagingen die ze geïdentificeerd hebben met betrekking tot de ontplooiing van de huiswerkinstituten.

Art. 24. Op grond van de activiteitenverslagen waarnaar verwezen wordt in artikelen 22 en 23, en in nauw overleg met de Commissie, maakt het Observatoire om de drie jaar een inventaris op van de verwezenlijkingen, behoeften en uitdagingen van alle huiswerkinstituten. Die inventaris wordt vergezeld van een evaluatie van de opportuniteit om de bepalingen van dit decreet inzake het aantal en de minimale representativiteit van de Coordinations régionales en de Fédération communautaire te wijzigen.

Die inventaris is het voorwerp van een wijde verspreiding, meer bepaald aan de erkende huiswerkinstituten, aan ONE, aan de Adviesraad van ONE, aan de dienst Jeugdzaken, alsook aan de Minister van Kinderwelzijn en aan de Minister van Jeugdzaken.

De eerste inventaris wordt opgesteld aan het einde van het tweede toepassingsjaar van het decreet.

Art. 25. ONE ondersteunt de Coordinations régionales en de Fédération communautaire door ze te begeleiden, in het bijzonder wanneer ze geen lid zijn. Daarnaast is ONE tevens belast met het toezicht op de huiswerkinstituten.

Art. 26. De diensten van de Regering die belast zijn met de inspectie binnen de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franstalige Gemeenschap zijn verantwoordelijk voor het toezicht op de Coordinations régionales en de Fédération communautaire.

ONE en de diensten van de Regering belast met de inspectie binnen de Algemene Directie Cultuur wisselen op regelmatige tijdstippen informatie uit over de evaluatie van en het toezicht op de structuren waarvoor ze verantwoordelijk zijn uit hoofde van dit decreet.

De Regering heeft de modaliteiten vastgelegd voor de transmissie van die informatie.

HOOFDSTUK VI. — *Adviescommissie met betrekking tot de huiswerkinstituten*

Art. 27. Bij de Regering wordt een Adviescommissie over huiswerkinstituten opgericht.

De algemene opdracht van de Commissie bestaat erin, de Regering en ONE te adviseren aangaande het subsidiebeleid van toepassing op huiswerkinstituten en te waken over de connexiteit en het overleg tussen de verschillende partners belast met de in dit decreet bedoelde tenuitvoerlegging en begeleiding.

De Minister van Kinderwelzijn, de Minister van Jeugdzaken of ONE kan aan de Commissie om het even welke vraag voorleggen over de huiswerk-instituten. De Commissie kan ook zelf vragen stellen over de huiswerkinstituten en advies geven.

Daarnaast kan de Commissie tevens verzocht worden om voor de Minister van Kinderwelzijn, de Minister van Jeugdzaken en ONE, in overeenstemming met dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan, een advies te formuleren indien er sprake is van betwistingen zoals bedoeld in artikelen 6 en 16 of van uitzonderingen zoals bedoeld in artikel 7, § 3, 3°, maar ook over elk voorstel tot wijziging van dit decreet en de besluiten ervan, met uitzondering van het besluit tot uitvoering van artikel 28.

Art. 28. De Regering stelt de leden aan van de Commissie, die als volgt is samengesteld :

Stemgerechtigd :

- 1° zes vertegenwoordigers van de huiswerkinstituten, voorgedragen door de Fédération communautaire, waarvan minstens één vertegenwoordiger per Coördination régionale erkend uit hoofde van artikel 8 en representatief voor de meerderheid van de verenigingen erkend in het kader van dit decreet
- 2° twee vertegenwoordigers van de huiswerkinstituten die geen lid zijn van een Coördination régionale, aangesteld door de Regering op grond van een oproep tot kandidatuur gericht tot alle huiswerkinstituten
- 3° een vertegenwoordiger van de jeugdverenigingen, voorgedragen door de Conseil de la Jeunesse d'Expression française
- 4° een vertegenwoordiger van de jeugdcentra, voorgedragen door de Commission consultative des maisons et centres de jeunes (Adviescommissie voor Jeugdhuisen en -centra)
- 5° een vertegenwoordiger van de verenigingen voor permanente vorming, die in het bijzonder representatief zijn voor de gezinnen, voorgedragen door de Conseil supérieur de l'éducation permanente (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding)
- 6° een vertegenwoordiger van de opleidingscentra erkend op grond van artikel 20, lid 4, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, aangesteld door de Regering na een oproep tot kandidatuur

Met raadgevende stem :

- 7° een afgevaardigde van de Minister van Kinderwelzijn en een afgevaardigde van de Minister van Jeugdzaken
- 8° twee afgevaardigden van de Administratie van ONE
- 9° twee afgevaardigden van de Jeugddienst
- 10° een afgevaardigde van de Inspectiediensten bedoeld in artikel 26
- 11° een afgevaardigde van de coördinatoren van de opvangvoorzieningen van ONE
- 12° een afgevaardigde van het Observatoire

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanstelling en de vervanging van de leden van de Commissie, haar werking en in het bijzonder het minimale aantal vergaderingen, haar zetel en het bedrag van de presentiepenningen en de reiskosten toegekend aan haar leden en gestort door ONE. Voor elk gewoon lid stelt de Regering, volgens dezelfde voorwaarden, een plaatsvervangend lid aan. Bij afwezigheid van het gewone lid neemt het plaatsvervangende lid met beslissende stem deel aan de beraadslagingen van de Commissie. Hij of zij ontvangt automatisch en ter informatie alle convocaties of documenten die tot de gewone leden gericht zijn.

ONE staat in voor het secretariaat van de Commissie.

De Commissie stelt haar eigen huishoudelijke reglement op.

De voorzitter van de Commissie wordt aangesteld door de Regering.

HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 29. Alle bedragen vastgesteld door dit decreet, behalve de bedragen waarnaar verwezen wordt in artikel 21, lid 2, zijn jaarlijks gekoppeld aan de evolutie van de consumptieprijsindex. De beginindex is de index van de maand voorafgaand aan de vankrachtwording.

De waarde van een punt bedoeld in artikel 21, lid 2, wordt jaarlijks geïndexeerd door de waarde van het punt te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de cijfers van de consumptieprijsindex (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de cijfers van de consumptieprijsindex (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het jaar voordien.

Die indexering mag evenwel niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franstalige Gemeenschap.

Art. 30. De huiswerkinstituten die, krachtens de bepalingen terzake waarnaar verwezen wordt in het eerste Beheerscontract van ONE tot tenuitvoerlegging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort 'ONE', een subsidie genieten van ONE voor de periode die begint op 1 september 2003 en eindigt op 30 juni 2004 worden bij de vankrachtwording van het decreet geacht te zijn erkend voor een termijn van twee jaar.

Voor de eerste tenuitvoerlegging van het decreet is het activiteiten-volume waarvan in artikel 18, lid 1, b, uitgegaan wordt voor de berekening van de subsidie voor elk huiswerkinstituut gelijk aan het volume dat door de huiswerkinstituten meegedeeld is aan ONE voor de periode van 1 september 2003 tot 30 juni 2004.

Art. 31. De Coordinations régionales en de Fédération communautaire die met de Franse Gemeenschap tot een overeenkomst zijn gekomen aangaande de ondersteuning die ze verlenen aan de huiswerkinstituten worden geacht te zijn erkend van 1 januari 2004 tot 31 december 2005.

In afwijking daarvan is de verplichting waarnaar verwezen wordt in artikel 9, § 2, 7°, uitsluitend van toepassing vanaf 1 januari 2006.

Art. 32. Artikel 2, § 1, lid 4, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort 'ONE' wordt als volgt aangevuld : "8° de huiswerkinstituten".

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004, met uitzondering van de artikelen 19, 20 en 21, die in werking treden op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 28 april 2004.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan ONE
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs
P. HAZETTE

De Minister van Begroting
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Vergadering 2003-2004.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 510-1. Amendementen van de commissie, nr. 510-2. — Verslag, nr. 510-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 20 april 2004.

—————
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2452

[C — 2004/29220]

12 MAI 2004. — Décret fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Des droits, obligations et recrutement des puériculteurs*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "pouvoir organisateur" :

- a) la Communauté française;
- b) une commune, une province ou la Commission communautaire française, pour le réseau officiel subventionné;
- c) une personne physique ou morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement libre subventionné.

2° "commission" :

- dans l'enseignement subventionné : la commission zonale de gestion des emplois créée par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- dans l'enseignement organisé par la Communauté française : la commission zonale d'affectation visée à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Le présent décret s'applique aux puériculteurs visés par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des puériculteurs de l'enseignement spécial.